



# Laïcité à l'école : « Nombre de chefs d'établissements achètent la paix sociale »



ENTRETIEN. Iannis Roder, professeur d'Histoire, alerte sur une minorité d'élèves qui, « gagnés par des idées rigoristes, refusent le discours républicain ».

Temps de lecture : 6 min

Port de signes et de tenues, soupçon de prosélytisme, refus de certaines activités, contestation d'enseignement... Le ministère de l'Éducation nationale dévoilait, il y a peu, un bilan consacré aux atteintes à la laïcité à l'école et faisait état d'une tendance à la hausse des signalements. Pour *Le Point*, Iannis Roder, professeur agrégé d'histoire en réseau d'éducation prioritaire (REP) depuis vingt-deux ans, et membre du Conseil des Sages de la laïcité (instance composée d'experts tenus de conseiller et d'orienter l'Éducation nationale en la matière), commente ces signalements.

Deux ans après l'assassinat de Samuel Paty, il alerte l'institution mais aussi les parents et l'ensemble des citoyens sur les efforts à fournir pour restaurer les missions originelles de l'école républicaine. Auteur de *La Jeunesse française, l'école et la République* (Éditions de l'Observatoire), il s'alarme : « C'est l'idée même du pacte républicain qui est en jeu et il y va de nos valeurs que de lutter contre ce qui l'entrave et le menace. »

**Le Point : Deux ans se sont écoulés depuis l'assassinat de Samuel Paty, et les actes d'atteinte à la laïcité à l'école sont en augmentation, avec 313 signalements pour le seul mois de septembre, dont 82 % émanent d'élèves, selon le ministère de l'Éducation nationale. Rien n'a changé depuis cette tragédie ?**

**Iannis Roder :**

On ne peut pas dire que l'assassinat de Samuel Paty ait été sans conséquence sur l'institution. Il a donné lieu au plan de formation à la laïcité voulu par Jean-Michel Blanquer

– à la suite du

rapport de l'ex-inspecteur général de l'Éducation nationale, Jean-Pierre Obin

– pour lequel on note une demande forte des professeurs. Et à la création d'une épreuve spécifique au concours de recrutement des professeurs sur les principes et les valeurs de la République. Mais il faut bien reconnaître que demeure, sur le terrain, une force d'inertie très importante. C'est indéniable : il manque encore un discours résolu sur ces



questions-là. Pour parcourir certaines salles des professeurs, je vois bien que les enjeux ne sont pas encore bien cernés. Or, la laïcité, ce n'est pas « la loi rien que la loi ». Ce principe s'inscrit dans une philosophie et des enjeux qu'il est extrêmement important d'inculquer à nos élèves. Il y va de nos valeurs républicaines...

### À LIRE AUSSI **Thierry Lentz – Maths, laïcité, autorité : la valse des abandons à l'école**

#### **Ces signalements ne sont-ils pas la partie émergée de l'iceberg, à l'heure du « pas de vague » ?**

Hélas, si. Il demeure une vraie culture du secret dans l'Éducation nationale, avec l'idée selon laquelle « moins on en sait, mieux c'est ». Ainsi, l'immense majorité des incidents ne sont pas déclarés : ils se règlent en classe ou dans les établissements, quand ils ne sont pas tus. Jean-Michel Blanquer a bien tenté de mettre fin à ce « pas de vague » mais de la parole aux actes, il y a un gouffre. Aujourd'hui encore, 56 % des professeurs ne s'adressent pas à leur hiérarchie lorsqu'ils ont un problème et préfèrent se confier à des collègues ou s'en tenir au silence. Et un professeur sur quatre admettait s'autocensurer (« de temps en temps ou régulièrement ») au lendemain de l'assassinat de leur collègue Samuel Paty.

On observe toutefois qu'une culture du signalement se met en place dans les établissements, particulièrement lorsqu'ils ont été sensibilisés à ces enjeux. Le nouveau ministre de l'Éducation nationale, Pap Ndiaye, [qui a souligné « un niveau de sensibilité et d'alerte qui n'existait pas jusqu'alors » et appelé à « prendre le dessus sur les forces hostiles à la République », NDLR] s'est montré clair ce dimanche [16 octobre, jour de l'hommage rendu à Samuel Paty]. Il est crucial d'avoir une parole forte, qui vienne d'en haut. C'est aussi une façon d'alerter les inspecteurs d'académies sur le sujet, et plus spécifiquement sur l'importance de ces formations qui encouragent aux signalements. L'école ne doit pas avoir peur de dénoncer, pas plus que d'enseigner des sujets considérés comme sensibles. Mais il faut que les professeurs soient accompagnés et soutenus lorsqu'ils sont mis en difficulté.

### À LIRE AUSSI **Ce qu'a vraiment dit et écrit Pap Ndiaye**

#### **54 % des signalements, sur lesquels a communiqué la Rue de Grenelle la semaine passée, concernent le port de signes et de tenues. Que cela raconte-t-il de notre jeunesse ?**

Qu'une minorité, issue de la population française musulmane, gagnée par des idées de plus en plus rigoristes, refuse le discours de l'école de la République comme espace d'émancipation. On apprend à y penser par soi-même et cela est intolérable pour ces élèves, qui ne supportent pas même l'idée de la liberté. Cette radicalisation des pratiques témoigne aussi d'un déplacement des normes inspirées de l'islam salafiste – prière, vestiaire, consommation...

Certains jeunes n'en ont pas même conscience, tant ils les ont intériorisées. Je pense, par exemple, à ces jeunes filles qui se mettent en scène en abaya dans leur établissement et qui, se targuant d'avoir « niqué » (sic) leur CPE [conseiller principal d'éducation, NDLR], cumulent plus de 400 000 vues sur TikTok. À celles, aussi, qui promeuvent, sur les réseaux sociaux, un islamisme glamour en expliquant, dans des tutoriels beauté, comment « se maquiller quand on porte un voile ». Ces vidéos, très virales, habituent leurs pairs à ces contenus et créent des habits. Nombre de chefs d'établissements achètent la paix sociale, ils jouent là un jeu très dangereux

**La loi du 15 mars 2004 relative aux signes ostensibles religieux à l'école est claire. Comme l'est la circulaire du 18 mai 2004, qui indique que « les signes et les**



**tenues qui sont interdits sont ceux dont le port conduit à se faire immédiatement reconnaître par son appartenance religieuse ». Comment l'école peut-elle encore être le théâtre de ces débats ?**

Tout ceci est effectivement très clair. Encore faut-il s'y tenir. Prenons l'exemple des tensions qui ont eu lieu, la semaine passée, au lycée Joliot-Curie de Nanterre [après que des jeunes filles sont entrées dans l'établissement vêtues d'abayas, NDLR]. La proviseure du lycée s'est montrée particulièrement souple face à ces dernières, qui – fortes d'éléments de langage rodés – ont présenté ce vêtement comme « culturel ». Ce faisant, elle a entrouvert une faille dans laquelle ces jeunes filles se sont engouffrées. Les tensions que cela a suscitées montrent bien qu'il ne faut pas transiger avec la loi. Nombre de chefs d'établissements achètent, par ce biais, la paix sociale, ils jouent là un jeu très dangereux. Ce n'est d'ailleurs pas de leur seul fait, certains professeurs se montrent tout aussi irresponsables...

**C'est-à-dire ?**

On peut s'interroger sur ce que racontent, en classe, les enseignants qui rapportent encore l'islamisme à des problématiques économiques et sociales. Comme ceux qui estiment qu'il existe, en France, un racisme systémique. On peut émettre des doutes sur le fait que tous – pourtant fonctionnaires de la République – fassent bien la distinction entre engagements privés et publics. Certes, les discours de lutte contre l'islamisme sont aujourd'hui plus audibles au sein de l'Éducation nationale, où l'acceptation de la réalité fait son chemin. Mais au prix de combien de morts ?

Par ailleurs, on voit aussi chez les jeunes professeurs – comme chez leurs élèves – infuser un modèle de société américain – individualiste et communautariste – qui les amène à contester les lois laïques, estimant que « chacun doit pouvoir faire ce qu'il veut ». Une idée relativement simpliste dont s'empare une minorité de jeunes Français musulmans. Et où la laïcité et la République n'ont plus leur place. Faire société demande pourtant son lot d'efforts individuels et de renoncements... Il revient à l'école, qui a pour fonction de fonder des républicains, de véhiculer, sur ce sujet, un discours clair.

**À LIRE AUSSI Éducation nationale : une lueur dans la débâcle****Comment se faire entendre ?**

En expliquant, par exemple, ce qu'apporte de positif la France à ces adultes en devenir et la chance qu'ils ont de grandir dans ce pays. En encourageant aussi la mixité sociale, qui permet de confronter des visions du monde et construire, *in fine*, des valeurs communes. Mais, aussi, en rappelant aux élèves et à leurs parents que, outre les apprentissages, l'école de la République a pour vocation la construction citoyenne, l'importance de perpétuer son modèle, d'œuvrer à l'intérêt général... Beaucoup n'ont pas encore compris cela et agissent à l'école comme des consommateurs, choisissant ce qui leur plaît ou non... C'est l'idée même du pacte républicain qui est en jeu et il y va de nos valeurs que de lutter contre ce qui l'entrave et le menace.

